

CHINE

Des centaines de Nord-Coréens renvoyés de force dans leur pays

Index AI : ASA 17/026/01

Amnesty International a fait parvenir ce jour (mardi, 14 août 2001) au président chinois Jiang Zemin une lettre ouverte dans laquelle elle lui fait part de son inquiétude au sujet des centaines de demandeurs d'asile Nord-Coréens renvoyés de force en Corée du Nord par les autorités chinoises, dans le cadre d'une nouvelle intensification des mesures de répression dans le nord-est de la Chine.

« À cause de ces mesures répressives, nombre de réfugiés se voient refuser l'accès à toute procédure de détermination du statut de réfugié et sont renvoyés de l'autre côté de la frontière où ils sont confrontés à un sort incertain. Ils risquent l'emprisonnement, la torture et dans certains cas une exécution sommaire ou la mort par inanition ou maladie dans des lieux de détention, » a déclaré Amnesty International.

Au cours des dernières années, des dizaines de milliers de Nord-Coréens souffrant de la faim ont fui leur pays et ont franchi la frontière pour rejoindre les provinces du Jilin et du Liaoning, dans le nord-est de la Chine. Certains se cachent dans les collines le long de la frontière et survivent en se nourrissant de ce qu'ils trouvent, en mendiant ou en volant. D'autres reçoivent une aide de la communauté coréenne présente sur place et d'organisations humanitaires étrangères, ou travaillent dans des fermes ou des entreprises de la région. Leur situation irrégulière les expose particulièrement à l'exploitation et au harcèlement. Selon différentes sources, des femmes auraient été vendues comme épouses.

Dans les régions frontalières, la police a intensifié les contrôles chez les habitants et fait payer des amendes à tous ceux qui aident les Nord-Coréens. À la fin du mois de juillet, le nombre de Nord-Coréens

renvoyés dans leur pays à partir de la ville frontalière de Longjing (province du Jilin) était, selon les témoignages recueillis, d'une cinquantaine tous les deux jours.

Ces mesures sont devenues encore plus sévères après la retentissante affaire de cette famille de sept réfugiés nord-coréens qui a demandé l'asile auprès du bureau du Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Pékin en juin.

Le gouvernement chinois continue à considérer que tous les Nord-Coréens sont des « *immigrés en situation irrégulière* » et à empêcher le HCR de visiter les régions frontalières ou de fournir à ces personnes l'aide dont elles ont besoin.

Amnesty International demande au gouvernement chinois de revoir sa politique et de garantir le respect des droits des demandeurs d'asile nord-coréens en leur offrant l'accès à une procédure d'asile juste et impartiale. En attendant, le gouvernement doit mettre fin aux mises en détention et aux renvois forcés.●

Pour obtenir une copie de la lettre ouverte, veuillez envoyer un courrier électronique à :
mcatsani@amnesty.org

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>